

Nouvelle salve de critiques contre un déremboursement des longues maladies

PARIS (AFP) - L'idée d'une baisse de la prise en charge des traitements des personnes atteintes d'affections de longue durée (ALD) a suscité une nouvelle salve de critiques mercredi, en dépit des précisions apportées par le gouvernement.



Une personne présente sa carte vitale et une feuille de soins dans une antenne de la Caisse d'assurance maladie à Paris (© AFP/Archives - Jean-Pierre Muller)

Après les protestations de plusieurs députés de la majorité mardi, suscitées par cette proposition du directeur de la CNAM (Caisse nationale d'assurance maladie), c'est cette fois principalement la gauche qui est montée au créneau.

"Ce n'est pas un couac, ce n'est pas un ballon d'essai", a estimé l'ancien Premier ministre socialiste Laurent Fabius. "C'est une remise en cause grave de la Sécurité sociale".

"C'est absolument scandaleux sur le plan humain, et puis sur le plan des principes c'est le début de la privatisation de la sécurité sociale", a renchéri le député PS Arnaud Montebourg, lors de l'émission "Questions d'info" de LCP/France Info/AFP.

La ministre de la Santé Roselyne Bachelot avait annoncé la veille que le gouvernement trancherait "vers le 15 juillet" sur les propositions pour réduire le déficit de la Sécurité sociale.

Mercredi sur RTL, puis devant la presse à la sortie du conseil des ministres, le ministre du Budget et des Comptes publics Eric Woerth s'est voulu rassurant.

L'idée, "c'est que tous les médicaments qui ne sont pas directement liés au traitement d'une affection longue durée (...) seraient pris en charge à 35% par l'assurance maladie", a précisé le ministre. "Mais pour le patient ça ne change rien" car en complément, "les mutuelles les prendraient à 65%".

"Nombre de personnes malades sont sans couverture complémentaire", a toutefois souligné Marie-George Buffet, secrétaire nationale du PCF, citant "un tiers des séropositifs".

Cécile Duflot, secrétaire nationale des Verts, a jugé que le gouvernement veut attaquer "à coups de canif à plein d'endroits le système de la Sécurité sociale solidaire".

Arlette Laguiller (Lutte Ouvrière) a pour sa part qualifié le projet de "crapulerie de plus contre les plus démunis", tandis que la LCR s'insurgeait contre "une torpille sand doute téléguidée par le gouvernement Fillon".

Le Parti radical (associé à l'UMP) a également exprimé son "inquiétude", jugeant que "la solidarité doit jouer". Pour "améliorer l'efficacité de notre système de soins", il a néanmoins suggéré de s'interroger sur un retrait d'"une partie des pathologies de la liste des 32 affections longue durée".

"L'UMP fait confiance à Roselyne Bachelot et au gouvernement pour faire des choix justes, pour préserver la solidarité et l'accès pour tous à des soins de qualité", a pour sa part déclaré l'un des porte-parole du parti majoritaire, Frédéric Lefebvre.

Publié le: 25/06/2008 à 18:07:10 GMT

Source : AFP

URL de cet article: <http://www.avmaroc.com/actualite/nouvelle-salve-a132720.html>